

Campagnes européennes en lutte(s) [XIX^e-XX^e siècles]

[Dossier coordonné par Mercedes Yusta et Édouard Lynch]

L'histoire des luttes sociales et politiques dans les campagnes n'a guère retenu l'attention des historiens du monde contemporain : l'industrialisation, la naissance de la classe ouvrière et du marxisme ont longtemps dominé les problématiques, avec d'autant plus de vigueur que cette histoire sociale a été d'abord militante. Le désintérêt pour les campagnes était renforcé par le sentiment dominant faisant des campagnes l'ultime rempart de la conservation sociale. La tradition des révoltes paysannes du XIX^e siècle était considérée comme un vestige des jacqueries féodales menées par des hommes sans conscience politique. Ce sont donc les catégories les plus « ouvrières » et salariées qui ont été étudiées, au détriment des exploitants et des propriétaires. Les sociétés européennes demeurent pourtant longtemps des sociétés massivement rurales et agricoles, surtout si l'on tient compte des pays du sud de l'Europe, comme l'Italie et l'Espagne. À ces variations dans le temps correspondent également de profondes différences

L'illustration, 31 août 1935 : « Le serment solennel du Front paysan à Rouen, le 25 août. Au centre, l'animateur Henry Dorgères, ayant à sa gauche M. Leroy-Ladurie, un des chefs du mouvement. »

Réponse conservatrice et agraire à la formation du Front populaire, un an plus tôt, le Front paysan se traduit également par la prise de pouvoir des organisations paysannes par Dorgères.



D. R.

structurelles, car ces deux pays restent régentés par la grande propriété et les enjeux propres à l'émancipation des salariés de la terre. En France et en Allemagne, au contraire, des régions où dominent les petits et moyens exploitants, souvent propriétaires, coexistent avec des zones de grandes propriétés.

Ces sociétés paysannes, en dépit de ces différences multiples, n'en sont pas moins confrontées au défi que constitue l'intégration dans la société englobante. Elles y répondent en fonction de leur stade de développement et de leur capacité d'action : en premier lieu par la modernisation technique et la spécialisation dans le domaine économique, mais aussi par l'organisation et l'action collective dans la sphère du politique.

Ce dossier est d'abord un plaidoyer pour le développement des études comparées dans le domaine agricole, d'autant plus indispensable que les « ruralistes » cultivent trop souvent leur terroir national ou régional. Or, qu'il s'agisse des salariés agricoles (espagnols, français et italiens) ou des propriétaires exploitants (français et allemands), ce dossier démontre la fécondité des mises en perspective, depuis la lutte des communautés villageoises espagnoles au milieu du XIX^e siècle jusqu'au rôle des mouvements paysans dans l'accentuation des crises politiques de la république de Weimar. Au-delà des enseignements spécifiques – et nécessairement incomplets – qu'ils apportent sur les luttes paysannes contemporaines, ces articles dégagent deux orientations principales.

Contrairement à une approche longtemps dominante, celle d'une émancipation venue d'« en haut », ces cinq études soulignent les rationalités propres à l'action paysanne. Au XIX^e comme au XX^e siècle, les mouvements agraires ne subissent pas la modernité, économique et politique, mais investissent la société avec leurs propres instruments de lutte. Loin d'être archaïque, la protestation paysanne sait s'approprier les nouvelles normes juridiques ou politiques, afin de les mettre au service de ses propres intérêts.

L'autre apport majeur concerne les formes d'action collective et de protestation élaborées par les paysans, de plus en plus intégrés dans l'espace national. Si des liens souvent étroits existent avec les mouvements conservateurs, la première moitié du XX^e siècle voit l'émergence de nouvelles générations de dirigeants qui bousculent les notables pour s'imposer sur la scène politique et professionnelle, préparant les grandes transformations de l'Europe agricole d'après-guerre. ■

Édouard Lynch